

La fragilité alimentaire mondiale et la guerre d'Ukraine

Sébastien Abis, Diane Mordacq

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/3 Automne**, PAGES 25 À 37
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304803

DOI 10.3917/pe.223.0025

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-3-page-25?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La fragilité alimentaire mondiale et la guerre d'Ukraine

Par **Sébastien Abis** et **Diane Mordacq**

Sébastien Abis est directeur du Club DEMETER. Chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), il enseigne à l'Université catholique de Lille et à l'école Junia. Il est également conseiller scientifique à Futuribles international.

Diane Mordacq est chargée de mission et de recherche au Club DEMETER.

La guerre en Ukraine fragilise la sécurité alimentaire mondiale. La Russie et l'Ukraine sont en effet deux importants producteurs et exportateurs de produits agricoles, en particulier dans le domaine céréaliier. En outre, ce conflit intervient dans un contexte déjà tendu. En effet, le secteur de l'alimentation est chamboulé depuis plusieurs années par la stratégie conquérante de la Chine, le changement climatique et la pandémie de Covid-19.

politique étrangère

L'enjeu alimentaire mondial refait surface en 2022. En 2007-2008, une crise alimentaire avait déjà secoué une partie de la planète et ses répercussions sociales avaient, dans la foulée, contribué à catalyser les révoltes de plusieurs pays arabes. Ces événements, concomitants au chambardement financier international de l'époque, avaient servi de révélateur sur le rôle, encore essentiel, de l'agriculture au XXI^e siècle. Ce reclassement dans les priorités n'a pas toujours perduré, ni dans les agendas stratégiques du multilatéralisme, ni dans ceux des politiques publiques ou de la vigilance médiatique.

Depuis février 2022, le conflit en Ukraine réveille les consciences sur l'acuité des défis agricoles et la fragilité de la sécurité alimentaire. Les dynamiques d'instabilité générées par cette guerre doivent être mises en perspective : les turbulences actuelles ne sauraient être décorrélées d'une combinaison de tensions qui, progressivement et sur un temps plus long, complexifient l'équation générale de la production agricole et de la quête de nourriture.

Les fondamentaux de la sécurité alimentaire

Sécurité humaine

Nul ne peut se soustraire à cet impératif alimentaire, de jour en jour et de génération en génération. Cette dimension incontournable et universelle repose sur la plus vieille des activités sédentaires humaines : l'agriculture. Celle-ci pourrait paraître obsolète dans un monde qui se tourne vers le serviciel et l'immatériel ; la réponse agricole reste pourtant le déterminant de la sécurité alimentaire, individuelle et collective. Pour que tous puissent consommer de la nourriture, il faut que des femmes et des hommes en produisent. C'est d'ailleurs tellement nécessaire que plus d'un milliard de personnes travaillent dans le secteur agricole, agro-alimentaire, halieutique ou aquacole. Sur les terres rurales ou les mers de la planète, c'est donc là, et de loin, le plus gros employeur.

Inégalités et violences

Ces données fondamentales s'inscrivent cependant dans un contexte où les inégalités font rage. Ces dernières sont d'abord socio-économiques : l'écrasante majorité des agriculteurs et pêcheurs vivent dans la précarité et l'isolement. De même, alors que la population mondiale franchit en 2022 la barre des 8 milliards d'habitants, les disparités de richesse et d'accessibilité placent 830 millions d'individus en situation de faim et 2,3 milliards dans une situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée¹, soit près d'un habitant sur trois du globe. Ces drames frappent principalement l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Sur ce dernier continent, dont le poids démographique s'accroît rapidement, 25 % des habitants souffrent de la faim et 60 % sont dans l'insécurité grave ou modérée. Autant dire que l'alimentation s'avère être la préoccupation première des populations, et une anxiété continue pour les pouvoirs publics.

Mais les inégalités sont aussi d'ordre géographique. Le climat n'est pas uniforme sur la planète et, selon sa typicité, des cultures agricoles sont possibles ou non. Les sols arables et l'eau, ressources naturelles clés pour produire, ne dessinent nullement une harmonie planétaire : abondance ou présence dans certains territoires, déficience et raréfaction dans beaucoup d'autres. Ces stress fonciers et hydriques sont accentués par la violence des changements climatiques, là aussi variables d'un pays à l'autre, ou même à l'intérieur des différentes régions.

1. « The State of Food Security and Nutrition in the World 2022. Repurposing Food and Agricultural Policies to Make Healthy Diets More Affordable », FAO, IFAD, UNICEF, WFP et WHO, juillet 2022.

Stratégies et jeux de puissance

Les désordres ne s'arrêtent pas aux frontières du social et de l'environnemental. Les stratégies agricoles et alimentaires s'aiguisent également, au point d'amplifier rivalités et risques de frictions entre les acteurs. Conscients de l'enjeu de la sécurité alimentaire, et donc de l'agriculture, plusieurs États ont plutôt eu tendance à renforcer leurs politiques à cet endroit. Parallèlement, entreprises et fonds investissent massivement ce secteur, même s'il ne s'agit pas de leur cœur de métier. Le business alimentaire offre des opportunités multiples : au-delà de vastes marchés résistant aux modes passagères, il permet le déploiement d'une rhétorique sur le développement durable, la finance verte, l'économie circulaire et la recherche scientifique.

Un processus de réarmement agricole peut être observé de la part de nations motivées par des exigences de souveraineté et de défense – ou par la promotion de leurs intérêts –, mais on perçoit également un emballement de la part d'acteurs privés, aux profils de plus en plus variés, pour les facettes complémentaires de l'alimentaire : consommation, santé, innovation. Pour comprendre l'évolution des relations internationales et les dynamiques de marché à l'œuvre ces dernières années, on ne doit pas sous-estimer cette intensification géopolitique et stratégique dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire².

Les 4C qui accentuent la pression

Quatre éléments majeurs concourent à l'accélération de cette tendance : la Chine et les dépendances de la mondialisation ; le Covid-19 et ses répercussions ; le climat et les changements qu'il provoque ; le conflit en Ukraine et ses effets de cascade. Ces 4C se combinent depuis deux ans et rendent la scène internationale plus incertaine, les perspectives agricoles plus volatiles et les bases de la sécurité alimentaire plus fragiles.

Quand la Chine s'affirme et s'autonomise

Pékin, qui aspire à devenir la première puissance mondiale, a été le principal moteur de la croissance économique des dernières années, au point que l'on a pu parler de sino-mondialisation³. Ce processus global a fortement impacté les affaires agricoles et alimentaires mondiales, avec une Chine tout à la fois stratège, dévorante et conquérante. Stratège, car Pékin

2. S. Abis et P. Blanc, *Géopolitique de l'agriculture. 40 fiches illustrées pour comprendre le monde*, Paris, Eyrolles et IRIS Éditions, 2020.

3. S. Boisseau du Rocher et E. Dubois de Prisque, *La Chine e(s)t le monde. Essai sur la sino-mondialisation*, Paris, Odile Jacob, 2019.

veille au grain au plus haut niveau du pouvoir, consciente qu'il ne saurait y avoir de Chine forte sans agriculture nationale forte. Dévorante, car pour nourrir près d'un milliard et demi de personnes, les autorités chinoises doivent organiser les conditions de cette sécurité alimentaire en termes quantitatifs et qualitatifs. De plus, l'essor de la classe moyenne (3 % de la société chinoise au début de ce millénaire, 50 % en 2020) a mécaniquement fait exploser la demande interne en produits sains⁴. Conquérante, car la Chine a été contrainte d'internationaliser sa sécurité alimentaire, les seules productions nationales ne suffisant pas à couvrir les besoins domestiques, et alors que les limites hydriques, foncières et environnementales poussent le pouvoir à réfléchir aux meilleurs équilibres à trouver.

La Chine est devenue un immense importateur de matières premières agricoles

Au milieu des années 2010, la Chine a ainsi freiné sa productivité agricole pour réduire les tensions écologiques locales. Elle s'est donc davantage orientée vers le marché mondial pour trouver ce qui lui faisait défaut au niveau national. La composante agricole et alimentaire des Nouvelles routes de la soie s'est alors peu à peu affirmée⁵. En dépit de productions croissantes, la Chine est devenue un immense importateur de matières premières agricoles et de biens alimentaires, affichant dans ce secteur une balance commerciale de plus en plus déficitaire⁶. La sino-mondialisation est bien moins évidente ces derniers mois. Frappée par les pandémies (Covid-19 mais aussi fièvre porcine africaine sur son cheptel), soucieuse de renforcer son autonomie vis-à-vis du reste du monde, assumant davantage ses ambitions et en capacité d'innover par elle-même, la Chine semble désormais être un moteur de l'instabilité mondiale, notamment au niveau économique et agricole. Ses confinements et ses reprises d'activité bousculent la planète entière.

Pour (re)constituer ses stocks agricoles, Pékin n'hésite pas à procéder à des achats massifs à l'étranger, et donc à polariser les flux commerciaux⁷.

4. Il faut donc à la fois remplir les assiettes et s'assurer de la traçabilité de la nourriture, dans un pays où les scandales alimentaires, notamment pour les enfants, auront été parfois vécus comme des traumatismes collectifs. Cette transformation sociétale s'est accompagnée de mutations profondes dans les régimes alimentaires chinois, devenus plus riches et sophistiqués.

5. S. Abis, « Dans l'alimentaire aussi, la Chine devient une puissance normative mondiale », *L'Opinion*, 12 juin 2020.

6. J.-M. Chaumet et T. Pouch, *La Chine au risque de la dépendance alimentaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

7. La Chine détiendrait actuellement les deux tiers des réserves mondiales de céréales, et 50 % de celles de blé, afin de couvrir l'équivalent d'un an de consommation nationale.

Parallèlement, la politique productiviste gagne à nouveau du terrain dans le pays : il s'agit de réduire ses interdépendances avec le reste du monde, à l'heure où l'unilatéralisme et les velléités de souveraineté progressent dans la grammaire des relations internationales. Les autorités savent qu'il leur faut maintenir leurs approvisionnements sur le marché mondial, en les sécurisant au maximum. Elles sont aussi en train de modifier la réglementation sur les organismes génétiquement modifiés, pour pouvoir en cultiver, et ont inscrit dans leur 14^e plan quinquennal la viande de laboratoire et les technologies connexes comme des domaines d'investissement. Elles misent, surtout, sur les promesses de l'édition génétique et les nouvelles techniques de sélection végétale pour accroître la productivité nationale dans un contexte de tensions climatiques exacerbées. Plus que jamais, le pouvoir semble vouloir démontrer que ce sont bien des Chinois qui, avant tout, nourriront la Chine⁸.

Pandémie et relocalisations

Le Covid-19, parti de Chine, a coûté la vie à plus de 6,3 millions de personnes dans le monde depuis l'hiver 2019-2020. Au-delà des drames humains et des innombrables effets du coronavirus sur les systèmes de santé, il faut mesurer le choc alimentaire qui se joue⁹. L'impact social et économique de cette pandémie est tel qu'il influe durablement sur les capacités agricoles et l'accès à la nourriture. Tous les agriculteurs du monde n'ont pas pu continuer à travailler, et toutes les forces vives des nations n'ont pas été soutenues par des dispositifs à même d'éviter des ruptures de chaîne et des pénuries alimentaires. Tous les consommateurs n'ont pas été protégés, beaucoup subissant une double peine : la chute de revenus liée à la perte d'emploi ou à l'arrêt temporaire d'activité, puis l'inflation sur les biens de première nécessité, dont la nourriture. Le prix des aliments a augmenté dès 2020 et encore davantage en 2021, au point d'en arriver à l'échelle mondiale à une inflation de 28 % l'an dernier.

Pour le dire autrement, depuis 2020, l'Europe et la France ont fait exception dans un paysage agricole et alimentaire planétaire en dégradation. Les balbutiements du transport – notamment maritime par lequel transitent 80 % du commerce international agricole et alimentaire – ont généré des instabilités locales et globales sur le plan de la logistique. Or quand celle-ci déraile, c'est toute une série de maillons clés de la sécurité alimentaire, de l'amont productif vers l'aval de la distribution, en passant par l'industrie et la transformation, qui se trouvent déréglés.

8. D. Shum, *La Roulette chinoise. Argent, pouvoir, corruption et vengeance dans la Chine d'aujourd'hui*, Paris, Éditions Saint-Simon, 2022.

9. S. Abis, « L'insécurité alimentaire, la face cachée du Covid », *L'Express*, 21 mars 2021.

D’où les appels à repenser la mondialisation et ses interdépendances dans ce fameux « monde d’après », que d’aucuns ont conceptualisé en confondant souvent les transitions froides impulsées par la pandémie et les perspectives chaudes exaltées par l’émotion, voire l’idéologie. Preuve en est l’instrumentalisation du concept de souveraineté alimentaire, qui fait florès depuis deux ans un peu partout sur le globe, et qui cache tantôt des visées nationalistes, tantôt des objectifs protectionnistes ou de décroissance. Or les faits géographiques sont têtus : produire de tout, partout, tout le temps et pour tout le monde n’est pas possible. La paix, les moyens techniques ou le climat sont autant de variables de la sécurité alimentaire qui s’impriment de manières différenciées sur un monde aux continents, aux nations très contrastés quant à leurs trajectoires démographiques, politiques et économiques.

Être souverain, c’est connaître ses dépendances (et parfois les choisir) et chercher à les maîtriser ou à les réduire. C’est aussi savoir identifier ses forces, pour les cultiver dans la durée avec constance, ou dans l’objectif de les amplifier. Entre enjeux géopolitiques et tendances géoéconomiques, l’agriculture pouvait être légitimement perçue comme un secteur stratégique depuis plusieurs années, y compris pour une France qui s’interrogeait sur sa place dans la mondialisation¹⁰. Ce constat a gagné en robustesse avec le Covid-19 et ses implications agricoles et alimentaires, tant au niveau des problématiques de résilience et de transition qu’en termes de risques et d’opportunités¹¹. À ce titre, l’engouement pour les circuits courts agricoles, dont la vertu sociale et environnementale est réelle, ne saurait gommer les raisonnements géostratégiques sur une sécurité alimentaire globale et pour le plus grand nombre. Le débat ne peut consister à opposer les échelles, les modèles agricoles et les consommateurs. Le sujet des interdépendances, sur le temps historique, devient périlleux quand cessent de primer coopération et solidarité. Dans un monde qui a eu tendance depuis deux ans à se fermer, rester ouvert peut paraître contre-intuitif. Mais dans le domaine alimentaire comme pour le Covid-19, si tous ne sont pas en sécurité, nul ne l’est.

Quand le climat s’emballe

Les progrès techniques concentrés autour de la mécanisation et de l’utilisation d’intrants (pétrole, engrais, chimie) ont permis une hausse spectaculaire de la productivité agricole au XX^e siècle, pour répondre à une

10. S. Abis et T. Pouch, *Agriculture et Mondialisation. Un atout géopolitique pour la France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

11. T. Pouch et M. Raffay, *La pandémie et l’agriculture, un virus accélérateur de mutations ?*, Paris, Éditions France Agricole, 2022.

explosion inédite de la demande alimentaire (un milliard d'habitants au moment de la Première Guerre mondiale, huit fois plus un siècle plus tard). Cet essor productif s'est pourtant souvent fait au détriment des équilibres de la nature. Le défi du XXI^e siècle sera donc de chercher l'impératif (nourrir le monde), en réalisant la correction (réparer la planète). Il s'agit là d'une transition majeure dans la problématique globale de l'anthropocène¹².

Le secteur agricole et agro-alimentaire est aujourd'hui à l'origine de près de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, d'une large part de la perte de biodiversité ainsi que de la dégradation des sols et des ressources en eau. Il est donc au cœur des stratégies de décarbonation qui se mettent en place dans le monde, avec des politiques de verdissement qui ne se cantonnent pas aux seuls pays développés ou occidentaux. La Chine, grand pollueur et émetteur de CO₂, accélère pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, son pic d'émissions devant se situer vers 2030. La machine chinoise est pleinement mobilisée pour devenir le leader mondial de l'économie décarbonée et des technologies vertes¹³.

Les changements climatiques en cours ou à venir vont cependant peser de nombreux risques sur l'agriculture : baisses de rendements ou grandes variations annuelles, propagation de maladies végétales ou animales, extension et récurrence des périodes de catastrophes naturelles comme les sécheresses ou les inondations, hausse du niveau de la mer et menaces sur la fertilité des deltas, etc. Toutes les cultures sont concernées, aucune région, aucun pays, n'est à l'abri d'accidents météorologiques plus fréquents. La géographie des productions agricoles, déjà fortement concentrée, pourrait évoluer au cours du siècle, avec des chocs de production à prévoir et des risques sur les approvisionnements alimentaires, localisés ou plus globaux.

La géographie des productions agricoles pourrait évoluer au cours de ce siècle

La coopération internationale entre toutes les parties prenantes sera essentielle pour réduire les incertitudes et gérer des situations territoriales et/ou temporelles disparates, sachant que le commerce alimentaire est, en soi, très significatif¹⁴. On soulignera en outre que les changements

12. S. Rebulard, « Les futurs alimentaires au défi de l'anthropocène », in S. Abis et M. Brun (dir.), *Le Déméter 2022. Alimentation : les nouvelles frontières*, IRIS Éditions et le Club DEMETER, 2022, p. 43-62 ; B. Valiorgue, *Refonder l'agriculture à l'heure de l'anthropocène*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020.

13. N. Bastianelli, *Quand la Chine s'éveille verte...*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2021.

14. 10 % des produits échangés sur la planète sont des produits agricoles et alimentaires. Entre 2000 et 2020, la valeur de ce commerce est passée de 550 à 1 800 millions de dollars. En tonnage, sur ces deux

climatiques pourraient provoquer de nouveaux défis en matière de santé humaine, végétale ou animale – d'où l'importance du concept « Une seule santé » qui promeut leur approche unifiée et du multilatéralisme qui devrait l'accompagner. De même, le climat et son évolution pourraient ici ou là favoriser des récoltes accrues ou des extensions des surfaces productives, à commencer par la Sibérie, observée de près par Moscou mais aussi par Pékin¹⁵. Enfin, n'oublions pas que le secteur agricole (et forestier) est le seul domaine d'activité en mesure de stocker du carbone¹⁶ : un axe structurant pour les initiatives encourageant les pratiques agro-écologiques ou d'agriculture « régénératrice ».

L'Ukraine s'embrace et la mer Noire se ferme

La Russie et l'Ukraine misent depuis le début de ce siècle sur leur agriculture pour renforcer leur sécurité et leur économie nationales, mais aussi pour se positionner sur la scène internationale. Les deux pays disposent de terres fertiles : les *tchernozioms*. Cela fait vingt ans que la Russie procède, littéralement, et à dessein, à un réarmement céréaliier – troisième producteur mondial de blé (75 à 80 millions de tonnes – Mt), et premier exportateur depuis 2016 (35 à 40 Mt). Moscou place ses céréales au même rang que ses hydrocarbures dans sa diplomatie économique. Son blé s'exporte principalement au Moyen-Orient, au Maghreb et en Afrique. Après avoir instauré un embargo sur les produits agricoles européens en 2014 (suite à l'annexion de la Crimée et aux sanctions occidentales consécutives), la Russie s'est aussi renforcée sur les filières animales et horticoles. Pour le Kremlin, l'agriculture fait partie des secteurs où le pays se doit d'être fort à l'intérieur et ambitieux à l'extérieur¹⁷.

L'Ukraine est, de son côté, également un grand producteur et exportateur agricole. Avec 30 millions d'hectares (Mha) cultivés – plus que la France et ses 26 Mha –, le pays est fort en grandes cultures : blé, maïs, tournesol, colza, orge, seigle. Il en produit au total 110 Mt, deux fois plus qu'en 2010, et en exporte 80 Mt. L'Ukraine est le septième producteur

décennies, les volumes échangés ont plus que doublé : de 800 millions de tonnes à plus de 2 000 Mt. Les fruits, les viandes, les céréales, les boissons et les huiles/oléagineux sont les cinq catégories de produits les plus échangés dans le monde aujourd'hui.

15. J.-J. Hervé et H. Le Stum, « Sibérie, futur grenier à grains du monde ? », in S. Abis et M. Brun (dir.), *Le Déméter 2021. Produire et se nourrir dans un monde déboussolé*, IRIS Éditions et le Club DEMETER, 2021, p. 41-60.

16. E. Toensmeier, *The Carbon Farming Solution: A Global Toolkit of Perennial Crops and Regenerative Agriculture Practices for Climate Change Mitigation and Food Security*, Londres, Chelsea Green Publishing, 2016.

17. C. Dufy, *Le retour de la puissance céréalière russe. Sociologie des marchés du blé 2000-2018*, Berne, Peter Lang, 2021 ; S. Abis et P. Begoc, « Des céréales russes au menu géopolitique du Moyen-Orient », *Confluences Méditerranée*, vol. 1, n° 104, 2018, p. 125-137.

mondial de blé mais le quatrième exportateur (20 à 25 Mt, soit 10 à 12 % de parts de marché). Kiev est le cinquième producteur mondial de maïs, mais le quatrième exportateur (30 à 35 Mt). En tournesol (huile et tourteaux), l'Ukraine est le premier producteur mondial (un tiers de parts de marché) et le premier exportateur (50 %). Le pays assure également 15 à 20 % en moyenne des exportations mondiales d'orge et de colza. Le montant total des exportations agricoles de l'Ukraine a été multiplié par 12 en 20 ans, atteignant 23 milliards de dollars en 2020. En volume – 80 Mt –, l'Ukraine réalise à elle seule 5 % du total du commerce agricole mondial. La Chine est son premier client, suivie de l'Égypte et de l'Inde. 10 à 15 % du produit intérieur brut ukrainien proviennent du secteur agricole, qui compte pour 20 % de l'emploi et un tiers du total des exportations du pays.

Ce tableau agricole de la région de la mer Noire – un espace qui compte également d'autres nations de poids dans le domaine, comme la Turquie ou la Roumanie – voit ses équilibres chamboulés avec l'invasion russe de l'Ukraine. Les combats ont un impact inévitable sur les terres (destructions, mines ou incapacité à poursuivre le travail agricole, semis ou récoltes), la production céréalière de 2022 devrait ainsi chuter de 40 %, et celle de tournesol toucher son plus bas niveau depuis 10 ans¹⁸. La Russie – qui occupe début juillet 2022 environ 20 % du territoire ukrainien¹⁹, notamment à l'est et le littoral méridional du pays – accapare les volumes agricoles de la récolte 2021 et des zones à haut potentiel pour l'avenir.

L'Ukraine n'exporte que très peu depuis le début de la guerre. Alors que 95 % du commerce agricole ukrainien se faisait par voie maritime avant le déclenchement du conflit, ses terminaux portuaires sont aujourd'hui soit bloqués soit aux mains des Russes. Les productions ukrainiennes cherchent donc des voies de sortie terrestre. La Commission européenne a lancé un dispositif dédié le 12 mai 2022 pour tenter de sortir des grains par voie ferroviaire²⁰. Néanmoins, ces lignes de solidarité

18. Selon une étude du Center for Food and Land Research de la Kyiv School of Economics, les pertes totales agricoles et alimentaires de l'Ukraine se chiffrent à 23,3 milliards de dollars depuis le début du conflit, entre destruction physique des infrastructures, des exploitations et des agro-équipements et manque à gagner des ventes des productions sur le marché local et surtout international avec le blocage des exportations de grains. Voir « The Indirect War Losses in Ukraine's Agriculture Estimated at \$23.3 Billion », Kyiv School of Economics, 22 juin 2022, disponible sur : <https://kse.ua>.

19. Selon les données spatiales de la NASA, fin juin 2022, la Russie occuperait 22 % des superficies agricoles de l'Ukraine (entre l'Est et le front littoral méridional du pays). Voir « Russia Occupies 22% of Ukraine Farmland: NASA », France24, 7 juillet 2022, disponible sur : www.france24.com.

20. « Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions. An action plan for EU-Ukraine Solidarity Lanes to facilitate Ukraine's agricultural export and bilateral trade with the EU », Commission européenne, 12 mai 2022, 12.5.2022 COM(2022) 217 final.

butent sur plusieurs obstacles. L'Ukraine dispose certes du troisième plus grand réseau de rails en Europe, derrière la France et l'Allemagne ; mais un wagon ne peut charger que 60 à 70 tonnes de céréales là où un vraquier de type *Panamax* – comme ceux qui opèrent à Odessa – embarque 60 000 tonnes. Il faut donc près de 1 000 wagons (soit 40 à 45 trains) pour obtenir sur terre l'équivalence de la mer. De plus, la différence d'écartement entre rails ukrainiens et européens complexifie les opérations. Les cargaisons doivent être transbordées aux frontières, avec des procédures sanitaires à remplir par lot ou par wagon, et des vitesses d'exécution ralenties par le contexte géopolitique ou le manque de personnel qualifié. Si certaines céréales ukrainiennes ont pu bénéficier de routes inédites (camions, puis barges sur le Danube) pour descendre vers la Roumanie et le port de Constanța, les accès à la mer demeurent très limités. Cette équation agro-logistique s'est donc logiquement retrouvée au centre des attentions diplomatiques. La Russie, dans un souci d'asphyxie de l'économie ukrainienne et pour faire de la mer Noire un « lac russe », s'emploie à contrôler les ports stratégiques d'un littoral qui constitue l'artère commerciale de l'agriculture ukrainienne, vitale pour son modèle productif et exportateur.

95 % du commerce agricole ukrainien se faisait par la voie maritime

Les marchés mondiaux, déjà nerveux et haussiers depuis deux ans, ont vigoureusement réagi. Compte tenu du poids de la Russie et de l'Ukraine dans la production et surtout l'exportation agricoles mondiales, le cours des matières premières agricoles a flambé dès le début du conflit, avec des poussées inédites dans les premiers jours de l'invasion russe. Depuis, le cours des produits agricoles (céréales, huiles) a connu une baisse à partir de juin 2022, mais le niveau des prix reste supérieur à celui de 2021. Pour le dire autrement, la guerre en Ukraine souffle violemment sur des situations de marché déjà enflammées.

De son côté, la Russie continue à charger et à exporter ses grains depuis les ports de la mer Noire où elle opère (Kavkaz et Taman sur le détroit de Kertch, Touapsé, Novorossiisk et Rostov), malgré le conflit et des exécutions parfois plus lentes. Des bateaux ont pu ainsi décharger en Égypte, premier client de la Russie en blé. Ces flux sont assurés notamment par Demetra, société leader russe du commerce agricole, les négociants internationaux traditionnels s'étant progressivement fait sortir du jeu ces dernières années. En mars et en avril 2022, la Russie a exporté près de 2 Mt de blé par mois, ce qui correspond à ce qu'elle doit exporter en moyenne mensuelle d'ici fin juin pour honorer ses engagements, et finaliser l'exportation des volumes prévus. La Russie devrait donc renforcer sa place de

premier exportateur mondial de blé. Le pouvoir à Moscou n'a cependant pas manqué de rappeler qu'il pourrait limiter ces exportations de céréales à des pays alliés ou amis, autrement dit ne critiquant pas l'action russe en Ukraine et n'appliquant pas les sanctions.

Depuis fin février 2022, les tensions sur les disponibilités et les prix de l'énergie, des engrais et de l'alimentation sont vives et se propagent en cascade. 750 millions d'habitants vivent dans des pays qui réalisent entre 50 et 100 % de leurs achats de blé auprès de la Russie et de l'Ukraine. Certains de ces pays ont tenu à s'abstenir de toute critique, ou vote, contre Moscou dans les enceintes internationales et onusiennes. Moscou brandit l'arme alimentaire autant que celle du gaz. L'inquiétude sur la sécurité alimentaire s'est généralisée, comme en témoignent les nombreuses déclarations de dirigeants politiques et d'institutions internationales depuis le printemps 2022.

L'enjeu de court terme est d'éviter les émeutes. On observe ainsi une prolifération d'initiatives de la part de pays ou d'agences multilatérales pour atténuer les conséquences alimentaires de la guerre. La France, qui présidait le Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022, s'est très tôt exprimée sur ces sujets, avec le lancement de la Food and Agriculture Resilience Mission (FARM) dès le 24 mars. Ce dispositif à vocation multilatérale repose sur le triptyque (i) commerce (éviter les restrictions et mesures protectionnistes excessives), (ii) solidarité (aide humanitaire et économique d'urgence) et (iii) production (augmentation des rendements, amélioration de la mécanisation et de la logistique, investissements appropriés à la transition agro-écologique, réduction des pertes et gaspillages, adaptation aux changements climatiques).

Force est de constater que la crise en cours s'inscrit dans un contexte doublement défavorable : moins de multilatéralisme à l'échelle internationale, et moins de sécurité dans certaines régions confrontées aux menaces terroristes, aux désordres climatiques et aux détresses sociales. Les espaces méditerranéen, moyen-oriental et africain sont particulièrement surveillés²¹. Moscou accuse l'Occident d'avoir provoqué la crise alimentaire avec les sanctions imposées à la Russie. Plusieurs États du Sud ont souhaité ne pas prendre position et obtenir les produits dont ils ont

21. Rapport du groupe de travail académique pour la Task Force interministérielle française de l'initiative FARM, remis le 21 juin 2022, produit à la demande de la cellule diplomatique de l'Élysée, « Initiative FARM : document de réflexion du Groupe de travail académique », ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, 10 juin 2022, disponible sur : <https://agriculture.gouv.fr>.

besoin. Tel est le message véhiculé par Macky Sall, président du Sénégal et de l'Union africaine, qui s'est déplacé en juin 2022 à Sotchi pour y rencontrer le président russe, tout en demeurant au plus près des cercles décisionnels européens.

La guerre en Ukraine entraîne assurément toute une série de recompositions géoéconomiques, parfois dans le sillage de celles enclenchées par la pandémie de Covid-19. À cet égard, le sujet des engrais est emblématique. L'agriculture brésilienne, qui en dépend, déploie des trésors d'ingénierie pour séduire depuis quelques mois les autorités canadiennes ou marocaines afin qu'elles lui en fournissent des quantités importantes. Mais lors du dernier sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), début juillet 2022, Vladimir Poutine a promis au Brésil de le favoriser dans ses ventes d'engrais. Un exemple qui illustre la stratégie de désoccidentalisation du monde mise en œuvre par le Kremlin.

Une boussole agricole pour l'Europe

Les 4C (Chine, Covid-19, climat et conflit ukrainien) contraignent l'Union européenne (UE) à se poser de bonnes questions sur les faiblesses et les atouts de sa puissance. La Commission européenne en place depuis 2019 ne cesse de marteler, à l'image de sa présidente Ursula von der Leyen, que l'Europe doit se concentrer sur deux piliers : s'engager sur le chemin des transitions avec le Pacte vert pour l'horizon 2050 ; et devenir « géopolitique » afin de s'affranchir de ses dépendances vis-à-vis de nations dont les desseins ne sont pas toujours convergents avec ceux de l'UE, voire parfois antagonistes avec eux. Bruxelles tente donc de s'organiser pour réussir son pari écologique de long terme, tout en compensant une série de vulnérabilités structurelles. L'UE doit cependant considérer le monde tel qu'il est, et non comme elle souhaiterait qu'il fût.

L'adoption, en mars 2022, d'une Boussole stratégique en matière de sécurité et de défense va dans la bonne direction. L'UE pourrait utilement se doter, en plus, d'une Boussole agricole. L'agriculture sur le sol européen peut sans doute combiner les exigences du Green Deal avec l'impératif de productivité dans une optique de sécurité alimentaire quantitative et qualitative durable. Les équilibres territoriaux et sociaux doivent également être pris en compte. L'agriculture européenne peut-elle rester ouverte sur l'extérieur, et exporter des surplus qui contribueraient aux besoins de pays dont les demandes alimentaires croissent, alors même que les conditions géopolitiques et climatiques les rendent plus fragiles ? Une Europe agricole ambitieuse à l'export, avec des normes

différenciantes et des solidarités réelles pourrait co-développer des filières et des productions dans des États stratégiques partenaires : et l'Ukraine, désormais candidate à l'adhésion, ne pourrait-elle pas y contribuer ?



Mots clés

Agriculture
Sécurité alimentaire
Changement climatique
Guerre en Ukraine

